

CONTENU

Politique commerciale américaine

Le Sénat impatient devant l'absence d'une réévaluation de la devise chinoise..... 1

Relations commerciales

Réunion ministérielle de l'APEC : aucun consensus sur la voie à suivre 3

Propriété intellectuelle

Le Canada retiré de la liste prioritaire du rapport « Special 301 » ? 4

Études économiques et articles connexes..... 5

Politique commerciale américaine

Le Sénat impatient devant l'absence d'une réévaluation de la devise chinoise



Timothy Geithner

Les sénateurs Max Baucus (D-MT) et Charles Schumer (D-NY) ont de nouveau fait pression sur le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, pour que l'Administration Obama contraigne le gouvernement chinois à reprendre le plus tôt possible l'appréciation progressive de sa devise, le renminbi (RMB), ancrée au dollar américain depuis 2008.¹ Le secrétaire Geithner qui a partagé au gouvernement chinois l'irritation du Congrès et de l'Administration américaine à ce sujet lors d'une visite en Chine les 24 et 25 mai dernier, n'a pu obtenir qu'une promesse vague de réformes à venir.

Le secrétaire Geithner s'est défendu le 10 juin dernier devant le Comité sur les finances du Sénat des accusations d'inertie dirigées à son endroit par le président du Comité, Max Baucus. Le Comité tenait alors la première d'une série d'audiences sur les relations économiques sino-américaines. Bien qu'il ait dénoncé fermement la manipulation de la devise chinoise comme une mesure commerciale injuste, le secrétaire Geithner s'est montré conciliant en rappelant que la décision finale d'imposer des réformes revenait à la Chine. Il a cependant avancé trois raisons qui pourraient selon lui convaincre le gouvernement chinois de limiter prochainement ses interventions massives sur le marché des changes. Premièrement, devant la menace d'une inflation grandissante, il pourrait vouloir s'accorder une plus grande marge de manœuvre dans

« Les distorsions engendrées par la manipulation du taux de change chinois se font sentir au-delà des frontières chinoises et sont un obstacle au rééquilibrage économique global dont nous avons besoin. Un renminbi plus flexible permettra aux forces du marché d'assurer dans le futur une croissance mondiale plus forte, plus équilibrée et plus durable. »

– Timothy Geithner, Comité sur les finances, 10 juin 2010.

¹ Le secrétaire Geithner fait face depuis plusieurs mois déjà à de nombreuses pressions du Congrès afin que l'Administration Obama prenne des actions concrètes qui aboutiraient à un flottement de la devise chinoise, une mesure qui, selon de nombreux économistes, aiderait grandement à diminuer le déficit commercial américain avec la Chine. Pour un aperçu plus large de cet enjeu, consultez la [chronique commerciale américaine du 2 avril 2010](#).



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 juin 2010

sa politique monétaire. Deuxièmement, le président Hu Jintao aspire à faire passer la Chine d'une économie d'exportation à une économie plus stable basée sur la consommation intérieure, qui est pour l'instant ralentie par le faible pouvoir d'achat du RMB. Troisièmement, le secrétaire Geithner est d'avis que Beijing ne peut pas continuer indéfiniment à ignorer les pressions internationales croissantes à son endroit. Questionné au sujet du rapport semestriel du département du Trésor sur la manipulation des devises qui devait être rendu public le 15 avril dernier, il s'est gardé de confirmer une date de dépôt, mais a souligné qu'il serait prêt à faire le point sur la situation après le sommet du G20. En tous les cas, une révision du taux du RMB avant juillet reste peu probable, puisque ce n'est qu'à ce moment que le gouvernement recevra les données complètes sur l'inflation du 2^e trimestre de 2010. Les perspectives d'une inflation importante offriraient une opportunité politique à Beijing de justifier une révision de sa devise, une mesure impopulaire auprès des industriels chinois.

Dans son discours d'ouverture au Comité sur les finances du Sénat, le sénateur Max Baucus a déploré les faibles progrès réalisés par l'Administration Obama dans sa défense des intérêts commerciaux américains avec la Chine. Il a proposé au secrétaire Geithner quatre modifications à l'approche de l'Administration. Premièrement, elle devrait mieux coordonner le travail des différents départements qui agissent souvent indépendamment les uns des autres, selon qu'ils soient motivés par des considérations stratégiques de politique internationale ou des considérations économiques. Deuxièmement, l'Administration devrait davantage chercher à former des alliances avec ses partenaires qui entretiennent des griefs similaires aux siens contre la Chine. Troisièmement, l'Administration devrait profiter des recours offerts par les institutions internationales comme l'OMC et le FMI, afin de presser la Chine à modifier ses pratiques. Finalement, elle devrait prendre plus promptement des actions unilatérales, lorsque possibles.



Sénateur
Charles Schumer

« Si l'exécutif ne peut se résoudre à poser une action décisive contre la manipulation de la devise chinoise ou d'autres comportements économiquement injustes, le Congrès doit s'en charger. Nous devons défendre nos emplois et l'économie américaine jusqu'à ce que la Chine agisse réellement comme la puissance émergente, respectueuse du droit international qu'elle prétend être. »

– Charles Schumer, audience du USCC, 9 juin 2010.

Le mercredi 9 juin, durant une audience de la Commission économique et de sécurité États-Unis-Chine (USCC), un organe du Congrès qui dépose un rapport annuel sur les relations économiques des deux États, le sénateur Charles Schumer (D-NY) a de nouveau identifié la sous-évaluation du RMB comme le plus important irritant entre les deux pays. Selon lui, les interventions de la Chine sur le marché des changes dans le but de soutenir le RMB s'apparentent à une subvention à l'exportation qui mine la compétitivité des entreprises exportatrices américaines, ce qui résulte en des millions de pertes d'emploi aux États-Unis. Il a annoncé qu'il soumettrait au vote du Sénat son projet de loi qui vise à remédier au problème au cours des deux prochaines semaines. La *Loi sur la réforme de la surveillance des taux de change de 2010* (Currency Exchange Rate Oversight Reform Act of 2010), propose de limiter le pouvoir discrétionnaire du département du Trésor en imposant des balises précises pour définir et qualifier la manipulation de devise et forcer l'Administration à agir en cas de manipulation avérée. D'autres sénateurs présents aux audiences ont aussi dénoncé le manque de respect des règles commerciales internationales dont fait preuve à leurs yeux la Chine, ainsi que la faiblesse de l'application des droits de propriété intellectuelle.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 juin 2010

La sénatrice Debbie Stabenow (D-Mich) a annoncé qu'elle déposerait sous peu un projet de loi intitulé *Loi sur le commerce équitable avec la Chine* (China Fair Trade Act), qui empêcherait le gouvernement américain de se procurer des biens ou des services fabriqués en Chine jusqu'à ce que cette dernière ratifie l'Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP) de l'OMC.

Malgré l'optimisme du secrétaire Geithner, les promesses du gouvernement chinois de détacher l'ancrage du renminbi au dollar américain restent vagues. L'ajustement pourrait être minime ou très graduel. L'inflation en Chine augmente certes progressivement depuis juillet 2009, les derniers chiffres pour mai 2010 font état d'une croissance de 3,1 %, mais elle reste bien en deçà des niveaux de 2006 à 2008 qui avaient encouragé le gouvernement à majorer la valeur du renminbi de 20 % durant cette période. Pour des raisons stratégiques, l'Administration Obama minimise ses pressions contre Beijing alors qu'elle souhaite obtenir l'appui de la Chine dans ses sanctions économiques contre l'Iran et la Corée du Nord. D'autre part, les congressistes américains seront prompts à durcir le ton face à la Chine dans les États fortement touchés par les délocalisations d'entreprises à l'approche des élections de mi-mandat. Dans ce contexte, les tensions entre le Congrès et l'Administration pourraient s'accroître au cours des prochains mois, surtout si le projet de loi Schumer-Graham obtient effectivement un appui important au Sénat.

Pour consulter les interventions du sénateur Baucus et du secrétaire Geithner au Comité sur les finances du Sénat voir : <http://finance.senate.gov/hearings/hearing/?id=e0d2c9e4-5056-a032-5282-69840a3c7b3b>

Pour consulter les interventions des différents sénateurs devant l'USCC, voir : http://www.uscc.gov/hearings/2010hearings/hr10_06_09.php

Sources : Max Baucus, « Baucus Pushes Geithner to Rethink U.S.-China Economic Relationship », *Press Release*, 10 juin 2010, en ligne: Senate Finance Committee <http://finance.senate.gov/newsroom/chairman/release/?id=411b9c79-9818-42d9-87df-4d40a72e9dbd>. Doug Palmer, « US senators vow action on China currency bill », *Reuters*, 9 juin 2010, en ligne: Reuters <http://blogs.reuters.com/doug-palmer/2010/06/09/us-senators-vow-action-on-china-currency-bill/>. Scott Otteman, « Pressed By Senators, Geithner Vows To 'Take Stock' Of China Currency », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 23, 11 juin 2010, p.1, 19.

Relations commerciales

Réunion ministérielle de l'APEC : aucun consensus sur la voie à suivre

La réunion ministérielle de l'APEC qui se tenait à Sapporo les 5 et 6 juin n'a pas laissé transparaître de consensus quant à une éventuelle *Zone de libre-échange pour l'Asie-Pacifique* (ZLEAP), qui sera pourtant le principal enjeu de la réunion annuelle des chefs d'État membres de l'organisation qui aura lieu en novembre 2010. À l'issue des discussions, les participants se sont contentés de deux brefs communiqués de presse qui mentionnent d'une part leur soutien à la poursuite des discussions de libéralisation dans le cadre du cycle de Doha de l'OMC, d'autre part que les objectifs de Bogor ont été atteints. Les objectifs de Bogor font référence à la déclaration conjointe des pays membres en 1994 qui prévoyait une réduction généralisée des barrières tarifaires dans la région. De plus, la déclaration prévoyait la mise en place d'une zone de libre-échange entre les États développés de l'organisation dès 2010, suivie par l'adhésion progressive des États en développement jusqu'en 2020. Les objectifs exprimés sont donc aussi vagues que les conclusions de la réunion de Sapporo et l'interprétation d'un succès relève d'un tour de force diplomatique. Le communiqué de presse s'est contenté de mentionner que de 1989 à 2010, 60 %



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 juin 2010

des barrières tarifaires ont été réduites entre 13 des 21 États membres, ce qui correspond à une libéralisation importante et que la réunion de novembre portera effectivement sur la création éventuelle de la ZLEAP. Aucun détail n'a été fourni sur les sources de cette information.

Le calendrier de l'organisation prévoyait originalement mettre en place la première étape de la ZLEAP en 2010. La mise en place d'un tel accord cette année, qui inclurait techniquement les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Japon et le Canada, est pour le moins improbable. Les États-Unis ont cependant exprimé leur désir d'atteindre les objectifs de libéralisation de l'APEC à moyen terme par l'entremise du *Partenariat Trans-Pacifique* (TPP). Ils souhaitent ainsi proposer un accord moderne selon leurs termes qui inclurait des protections larges autant pour les investisseurs que pour les travailleurs ou l'environnement. Bien que le Vietnam, qui participe aux discussions sur le TPP, apparaisse comme le lien logique entre l'éventuelle TPP et l'ASEAN, le principal ALE régional asiatique, rien ne laisse croire pour l'instant qu'il y ait un quelconque consensus dans cette direction au sein de l'APEC.

Source : « APEC Concludes Key Countries Have Met Bogor Goals, To Focus On FTAAP », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 23, 11 juin 2010, p. 18.

Propriété intellectuelle

Le Canada retiré de la liste prioritaire du rapport « Special 301 » ?

Un nouveau projet de loi sur la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI), la *Loi sur la modernisation du droit d'auteur* (projet de loi C-32), pourrait bien permettre au Canada d'être retiré de liste prioritaire du rapport « Special 301 » du bureau du représentant américain au Commerce (USTR), qui identifie les pires contrevenants en matière de protection des DPI. Le Canada a été blâmé deux années de suite en 2009 et 2010 pour avoir échoué à ratifier les traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), dont il est signataire.² Le projet de loi déposé le 2 juin dernier ne propose pas leur ratification, mais modernise les lois canadiennes dans l'esprit des traités et selon le modèle américain du *Digital Millennium Copyright Act* (DMCA), ce qui pourrait être suffisant pour que le Canada soit retiré de la liste prioritaire.

Les principaux reproches adressés au Canada par l'USTR concernent la protection des DPI sur Internet, notamment l'absence de recours légaux pour les propriétaires de DPI lorsqu'un utilisateur copie un contenu protégé par une serrure numérique. Le projet de loi C-32 répond grandement à ces griefs en assurant des recours contre la violation de ces droits, mais n'est pas aussi exhaustif que le projet de loi américain, ce qui laisse croire que les lobbies du divertissement pourraient faire pression sur le gouvernement américain afin qu'il exige du Canada des concessions supplémentaires.

Pour consulter l'annonce officielle du projet de loi et les fiches techniques qui l'accompagnent,

voir : <http://www.ic.gc.ca/eic/site/crp-prda.nsf/fra/accueil>

Pour consulter une analyse critique du projet de loi, nous référons le lecteur au blog de Michael

Geist : <http://www.michaelgeist.ca/content/view/5080/125/>

Source : « New Copyright Law May Be Enough To Remove Canada From Watch List », *Inside US Trade*, vol. 28, no. 22, 4 juin 2010, p. 1, 17-18.

² Pour plus de détails, consulter la [chronique commerciale américaine du 6 mai 2010](#).



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 juin 2010

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité : Nous retenons entre autres deux articles d'opinion publiés dans le quotidien *The Hill*, respectivement sur la complexité des relations sino-américaines et sur les lacunes des sanctions économiques contre l'Iran. Nous suggérons aussi fortement l'analyse de C. Fred Bergsten publié dans le *Financial Times* sur les principaux déséquilibres économiques présents. Comme toujours, les relations avec la Chine font couler beaucoup d'encre, nous en avons sélectionné quelques exemples. Mentionnons finalement un article sur la première poursuite d'un gouvernement par une compagnie minière dans le cadre de l'Accord CAFTA-DR.

Études économiques et commerciales : La Commission économique et de sécurité États-Unis-Chine (USCC) a tenu une journée d'audiences sur l'impact des dix premières années d'accession à l'OMC de la Chine. En plus de recueillir les témoignages de nombreux congressistes dont nous avons fait état dans cette édition de la chronique commerciale américaine, l'USCC a aussi reçu les témoignages de différents experts sur la question. Nous invitons nos lecteurs à consulter leurs présentations à l'adresse [ci-jointe](#). L'OMC a conclu le 2 juin le troisième examen des politiques et pratiques commerciales (EPC) de la Chine et de leur incidence sur le fonctionnement du système commercial multilatéral. Dans cette étude, l'OMC s'attarde à analyser les barrières à l'exportation en Chine et leurs incidences sur la baisse des prix intérieures. Vous pouvez consulter l'EPC à l'adresse [ci-jointe](#). Notons aussi la publication par la *Peterson Institute* de deux études de Lawrence Edwards and Robert Z. Lawrence qui analysent l'impact sur les salaires et sur la nature des biens produits de l'accroissement du commerce entre les États-Unis et les pays en développement.

Alan Beattie et Geoff Dyer, « China's Export Surge Angers US », *Financial Times*, Londres (UK), 11 juin 2010, p. 8.

Doug Palmer, « US Panel OKs Duties on another China Steel Product », *Reuters*, 10 juin 2010, en ligne : Reuters <http://blogs.reuters.com/doug-palmer/2010/06/10/us-panel-oks-duties-on-another-china-steel-product/>

Fred Bergsten, « New Imbalances Will Threaten Global Recovery », *Financial Times*, Londres, 10 juin 2010, p. 11.

John Rhodes III et Dennis Hertel, « Revaluing US-China Relations beyond Trade », *The Hill*, 9 juin 2010, en ligne: The Hill <http://thehill.com/opinion/op-ed/102353-revaluing-us-china-relations-beyond-trade>

Lawrence Edwards et Robert Z. Lawrence, « Do Developed and Developing Countries Compete Head to Head in High Tech? », *Peterson Institute Working Paper*, 10-8, juin 2010, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1593>

Lawrence Edwards et Robert Z. Lawrence, « US Trade and Wages: The Misleading Implications of Conventional Trade Theory », *Peterson Institute Working Paper*, 10-9, juin 2010, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1594>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 17 juin 2010

Mark Dubowitz, « Plug the Sanctions Hole on Iran », *The Hill*, 9 juin 2010, en ligne: The Hill <http://thehill.com/opinion/op-ed/102359-plug-the-sanctions-hole-on-iran>

Tom Barkley, « US Tries to Build Consensus for Trans-Pacific Trade Talks », *Wall Street Journal*, 3 juin 2010, en ligne: Bilaterals <http://www.bilaterals.org/spip.php?article17484&lang=en>

Travis McArthur, « CAFTA Case Challenges Mining Laws », *Eyes on Trade*, 4 juin 2010, en ligne: Public Citizen <http://citizen.typepad.com/eyesontrade/2010/06/cafta-case-challenges-mining-laws.html>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

